

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES-VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 Février 2024
à 20 heures 00

NOMBRE

Conseillers en exercice : 15
Présents : 14
Votants : 15

L'an deux mille vingt-quatre, le dix neuf février, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame Marlène CURINA-PRILLIEUX, Maire
Etaient présents : Mmes Nathalie PAUCET, Pascale FABBRI, Bernadette LEJEAU, Elodie DORGET, Edith MARCHAL, Catherine PELLENZ et Michèle PETITJEAN, Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER, Sébastien BOYER, Ludovic BOFFIN, José PETTA
Etait excusée : Mme Mickaëlle HOUEIX
Procuration : Mme Mickaëlle HOUEIX à Elodie DORGET

Date de convocation : 09/02/2024
Date d'affichage et de transmission à la Préfecture : 20/02/2024

OBJET N° 08 : DOMAINE ET PATRIMOINE
Avis sur recensement ZAENR du Bassin de PONT-A-MOUSSON

Un scrutin a eu lieu, Mr Marcel PINTO a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire

A la demande de la Communauté de Communes du Bassin de PONT-A-MOUSSON, Madame le Maire expose ce qui suit :

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.
Pour ce faire, une des dispositions est de demander aux communes d'identifier des zones accélération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies renouvelables. Cela permettra de répondre notamment aux enjeux de maîtrise énergétique, de solidarité entre les territoires et de transition écologique tout en redonnant la main aux élus locaux.

D'après l'article L141-5-3 du code de l'énergie, ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installée.

Pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant dans tous les cas respecter les dispositions réglementaires applicables et en tout état de cause l'instruction des projets reste faite au cas par cas.

Dans cette même logique, un projet peut donc également être autorisé en dehors des zones .

En respect du cadre légal, pour définir ces zones d'accélération, le conseil municipal a :

- débattu en Conseil Municipal sur ce point après diffusion d'une information aux habitants : communication sur les réseaux, site Internet, affichage public et débat en Conseil Municipal

Au regard de ces éléments, il vous est proposé de retenir :

- les parcelles suivantes : Terril de l'Halembois, comme des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies renouvelables dans la filière photovoltaïque

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des voix,

DEMANDE le classement des zones nommées au titre des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies renouvelables dans la filière photovoltaïque.

Le Maire,
Marlène CURINA-PRILLIEUX

